

Conseil**C/51/15****Cinquante et unième session ordinaire
Genève, 26 octobre 2017****Original:** English/français/deutsch/español
Date: 20 octobre 2017**RAPPORTS DES REPRÉSENTANTS DES MEMBRES ET DES OBSERVATEURS SUR LA SITUATION
DANS LES DOMAINES LÉGISLATIF, ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE***Document établi par le Bureau de l'Union**Avertissement : le présent document ne représente pas les principes ou les orientations de l'UPOV*

1. Selon la procédure introduite à l'occasion de la vingt-sixième session ordinaire du Conseil, il est demandé que les rapports des représentants des membres et des observateurs sur la situation dans les domaines législatif, administratif et technique de la protection des obtentions végétales et des domaines connexes soient fournis par écrit à l'avance, afin d'accroître l'efficacité du Conseil dans l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées.
2. Des rapports écrits ont été sollicités par le Bureau de l'Union dans la circulaire d'invitation à la présente session et un modèle type a été proposé. Les rapports suivants ont été soumis (dans l'ordre alphabétique des noms en français):

Membres : annexes I à XX : Afrique du Sud, Allemagne, Bélarus, Brésil, Colombie, Danemark, Équateur, Géorgie, Hongrie, Japon, Lituanie, Nouvelle-Zélande, Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle, Pérou, Pologne, République de Moldova , Roumanie, Serbie, Suisse et Ukraine
3. Les rapports reçus après le 6 octobre 2017 seront inclus dans un additif à ce document, qui sera publié après la session du Conseil.

[Les annexes suivent]

AFRIQUE DU SUD

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des textes d'application

1.1.1 Le projet de loi de l'Afrique du Sud sur les droits d'obtenteur est en cours d'examen devant le Parlement.

1.1.2 L'augmentation annuelle, à compter du 1^{er} avril 2017, des taxes frappant les droits d'obtenteur a été publiée dans le n° 40621 de la Gazette du gouvernement du 17 février 2017.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (effectuée ou prévue)

1		
Type de plante		Code UPOV
Nom botanique Botaniese Naam	Nom commun Gewone naam	
<i>Agastache</i> L. (toutes les espèces)	Agastache, hysope	AGAST
<i>Elegia</i> L. (toutes les espèces)	Roseau chaume du Cap	-
<i>Eriobotrya</i> Lindl. (toutes les espèces)	Néflier du Japon	ERIOB
<i>Hylocereus</i> (A.Berger) Britton & Rose (toutes les espèces)	Fruit du dragon	HYLOC
<i>Melilotus</i> (L.) Mill. (toutes les espèces)	Mélilot	MELIL

1.3 Jurisprudence

Aucun élément nouveau.

2. Coopération en matière d'examen

Aucun élément nouveau.

3. Situation dans le domaine administratif et technique

- Demandes : 308 demandes d'octroi du droit d'obtenteur ont été reçues, dont 42% concernaient des plantes agricoles, 24% des plantes ornementales, 28% des plantes fruitières et 6% des plantes maraîchères.
- Droit d'obtenteur valide : en décembre 2016, 2894 variétés au total, dont 29% de plantes ornementales, 38% de plantes agricoles, 25% de plantes fruitières et 8% de plantes potagères, avaient un droit d'obtenteur valide en Afrique du Sud.

Des informations sur le droit d'obtenteur (journaux, législation, etc.) sont disponibles à l'adresse : www.daff.gov.za.

4. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Aucun élément nouveau.

II. DOMAINES CONNEXES

Aucun élément nouveau.

ALLEMAGNE

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

Aucun élément nouveau.

2. Coopération en matière d'examen

Aucun élément nouveau.

3. Situation dans le domaine administratif

Aucun élément nouveau.

4. Situation dans le domaine technique

Aucun élément nouveau.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

La collaboration bilatérale s'est poursuivie avec l'Inde et la Mongolie dans le cadre de projets de coopération pour le développement du secteur des obtentions végétales. Des ateliers multinationaux à l'intention des États des Balkans se sont tenus dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. Nous avons accueilli une délégation de la Chine. Nous avons également reçu la visite des autorités du Kosovo.

II. DOMAINES CONNEXES

Aucun élément nouveau.

[L'annexe III suit]

BÉLARUS

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des textes d'application

Décret n° 21 du président du Bélarus "portant sur les modifications en matière de taxes sur les brevets" du 20 janvier 2017.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (effectuée ou prévue)

Tous les genres et espèces sont protégés.

1.3 Jurisprudence

Aucun élément nouveau.

2. Coopération en matière d'examen

- Conclusion de nouveaux accords (réalisés, en cours ou envisagés) : des accords sont en cours avec la Chine, le Kazakhstan, la Pologne et l'Ukraine.
- Modification d'accords existants (réalisée, en cours ou envisagée) : non

3. Situation dans le domaine administratif

- Les modifications concernant la structure administrative ont été communiquées au Bureau de l'UPOV.
- Modification des procédures et des systèmes : aucune

4. Situation dans le domaine technique : pas de modifications5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Intitulé de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)	Observations
1. Célébration du 80 ^e anniversaire du système national d'examen des obtentions végétales du Bélarus	27-28 juin 2017	Minsk (Bélarus)	Service officiel d'essai et de protection des variétés végétales	Échange de données d'expérience internationales en ce qui concerne la détermination des valeurs agronomique et technique, l'examen DHS et le système des brevets	Fédération de Russie, Hongrie, Kazakhstan, Lettonie, République de Moldova, Ukraine	Collaboration fructueuse, rapports des pays participants sur leurs systèmes de protection des obtentions végétales

BRÉSIL

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des textes d'application

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des textes d'application

Aucun élément nouveau.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (effectuée ou prévue)

- Aujourd'hui, en 2017, la protection a été étendue au bougainvillier (Comm. ex Juss.), au porte-greffe de goyavier pomme et au *Vanda Jones* ex R. Br.
- Révisions envisagées des principes directeurs d'examen DHS : canne à sucre, blé
- Extensions envisagées des principes directeurs d'examen DHS : trois espèces de plus (pas encore définies)

1.3 Jurisprudence

Aucun élément nouveau.

2. Coopération en matière d'examen

Aucun élément nouveau.

3. Situation dans le domaine administratif

Le service de protection des obtentions végétales a commencé à actualiser son système de demandes en ligne qui fonctionnera entièrement de manière électronique (sans papier). Tous les renseignements échangés avec le demandeur s'effectueront en ligne.

4. Situation dans le domaine technique

Aucun élément nouveau.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Intitulé de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)	Observations
1. Cours sur l'harmonisation des examens DHS du soja	10-14 avril 2017 (théorie) 18-19 avril 2017 (pratique)	Brasilia (Brésil)	SNPC	Harmonisation des examens DHS du soja (cours théorique en ligne à distance et cours pratique)	27 participants de différentes entreprises	

C/51/15
Annexe IV, page 2

Intitulé de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)	Observations
2. Cours sur l'harmonisation des examens DHS du soja	19-23 juin 2017 (théorie) 28-29 juin 2017 (pratique)	Brasilia (Brésil)	SNPC	Harmonisation des examens DHS du soja (cours théorique en ligne à distance et cours pratique)	23 participants de différentes entreprises	
3. Cours sur l'harmonisation des examens DHS du soja	28 août-1 ^{er} septembre 2017 (théorie) 5-6 septembre 2017 (pratique)	Brasilia (Brésil)	SNPC	Harmonisation des examens DHS du soja (cours théorique en ligne à distance et cours pratique)	19 participants de différentes entreprises	
4. Cours général sur la propriété intellectuelle	12 février au 14 avril 2017	Enseignements à distance	INPI OMPI	Cours général sur la propriété intellectuelle avec un chapitre sur la protection des obtentions végétales	Environ 2000 participants (brésiliens) de domaines divers (étudiants, avocats, mandataires, fonctionnaires, scientifiques, etc.)	Les examinateurs du SNPC ont joué le rôle de formateur au cours des débats sur la protection des obtentions végétales
5. Cours général sur la propriété intellectuelle	7 mai au 7 juillet 2017	Enseignements à distance	INPI OMPI	Cours général sur la propriété intellectuelle avec un chapitre sur la protection des obtentions végétales	Environ 2000 participants (brésiliens) de domaines divers (étudiants, avocats, mandataires, fonctionnaires, scientifiques, etc.)	Les examinateurs du SNPC ont joué le rôle de formateur au cours des débats sur la protection des obtentions végétales
6. Cours général sur la propriété intellectuelle	1 ^{er} août au 29 septembre 2017	Enseignements à distance	INPI OMPI	Cours général sur la propriété intellectuelle avec un chapitre sur la protection des obtentions végétales	Environ 2000 participants (brésiliens) de domaines divers (étudiants, avocats, mandataires, fonctionnaires, scientifiques, etc.)	Les examinateurs du SNPC ont joué le rôle de formateur au cours des débats sur la protection des obtentions végétales

II. AUTRES ÉLÉMENTS NOUVEAUX PRÉSENTANT UN INTÉRÊT POUR L'UPOV

Aucun élément nouveau.

[L'annexe V suit]

COLOMBIE

(période : octobre 2016 – août 2017)

Situation dans le domaine législatif

Durant la période sur laquelle porte le présent rapport, notre législation en matière de droit d'obtenteur n'a subi aucune modification. Actuellement, la Colombie continue d'appliquer la législation en vigueur pour protéger les droits des obtenteurs des variétés végétales, fondés sur la décision 345 de 1993 qui est conforme à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV. En Colombie, le droit d'obtenteur s'applique aux variétés de tous les genres et espèces botaniques pour autant que leurs culture, possession ou utilisation ne soient pas interdites pour des raisons de protection de la santé humaine, animale ou végétale.

Situation dans le domaine administratif et technique

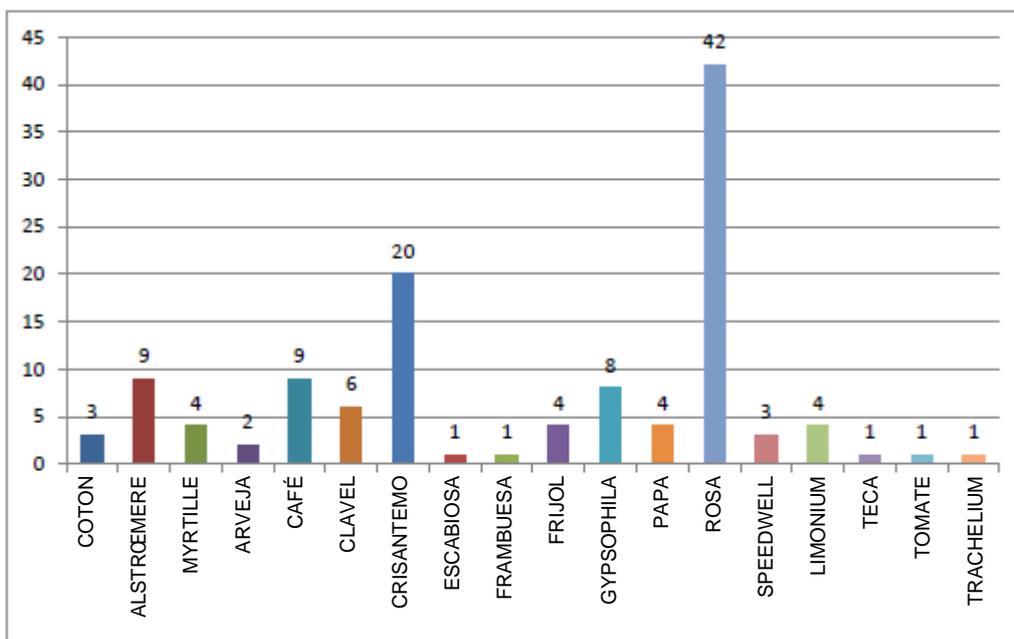
La structure administrative ainsi que les procédures et systèmes administratifs de la Direction technique des semences de l'Institut agricole colombien (ICA) n'ont pas subi de changement. Les liens de coopération avec divers pays membres de l'Union en matière d'examen technique continuent d'être entretenus. Depuis le mois de juillet de cette année, le siège de l'ICA est sis à l'adresse suivante : calle 26 No 85b-09, Bogota (Colombie).

Comme le démontre le graphique 1, durant la période comprise entre les mois d'octobre 2016 et d'août 2017, 123 demandes émanant de différents pays ont été reçues, analysées et traitées. Les espèces qui ont fait l'objet de demandes ont été, entre autres, la rose, le chrysanthème, la myrtille, l'œillet, l'alstroëmère, le riz. Neuf tests de distinction, d'homogénéité et de stabilité (DHS) ont été effectués sur le café. Cinquante-sept certificats d'obtenteur, de différentes nationalités, ont été délivrés, ainsi qu'on peut l'observer dans le graphique 2.

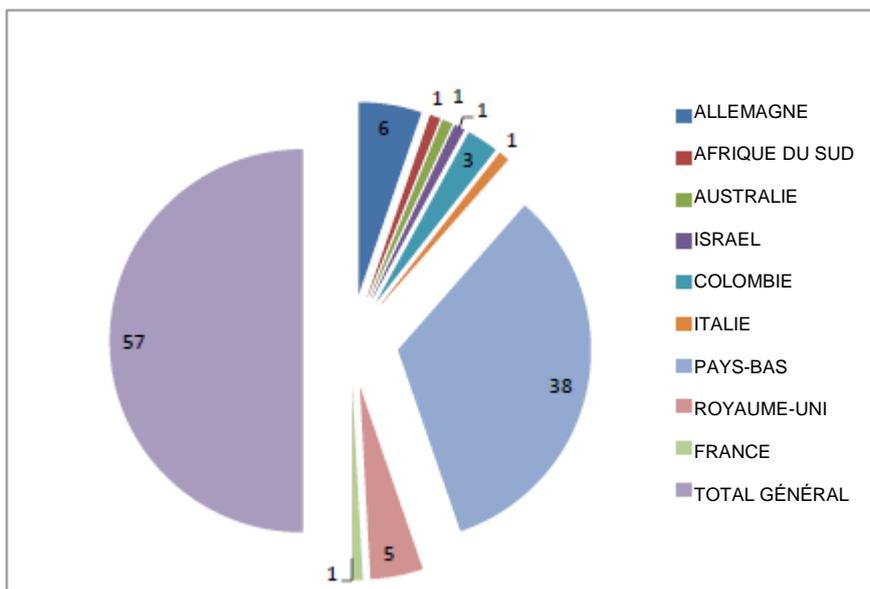
L'Institut colombien de l'agriculture et de l'élevage a agi en tant qu'autorité nationale compétente en matière de droits d'obtenteurs et en qualité d'expert technique désigné pour l'identification de variétés végétales protégées lors de diverses procédures judiciaires pour atteintes aux droits d'obtenteurs. Le rôle de l'institut en tant qu'expert technique et expert en procédures judiciaires s'est ainsi développé. En cette dernière qualité, l'institut a permis d'éclaircir divers concepts et a pu apporter son expertise en matière d'atteinte aux droits d'obtenteurs. Le volume n° 19 du Bulletin des variétés végétales protégées a été élaboré et publié.

Durant le mois de juillet, l'UPOV a lancé la version 1.1 de l'outil de demande de droit d'obtenteur de l'UPOV, pour englober des services nationaux de protection des obtentions végétales supplémentaires, dont fait partie la Colombie pour le rosier.

Graphique 1.
Demandes reçues par espèce durant la période comprise entre octobre 2016 et août 2017



Graphique 2.
Certificats délivrés – octobre 2016 à août 2017



[L'annexe VI suit]

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des textes d'application

- adaptation à l'Acte de 1991 de la Convention

La loi danoise n° 190/2009 intitulée "loi codifiée relative à la protection des obtentions végétales" a été modifiée le 1^{er} février 2017. Les modifications portent uniquement sur la question du recours au niveau national. Cela n'a pas d'incidence sur l'Acte de 1991.

Le texte en danois de la nouvelle loi codifiée n° 10/2017 est disponible dans la base de données juridique du Danemark, à l'adresse : <https://www.retsinformation.dk/Forms/R0710.aspx?id=186152>

- Autres modifications, y compris pour les taxes

L'ordonnance danoise n° 941/2015 intitulée "ordonnance relative au paiement pour la réglementation, etc., des semences et semis" a été modifiée le 1^{er} janvier 2017 en raison de modifications portant sur la structure administrative entre les services agricoles du Danemark et l'organisme TystofteFoundation. Le 1^{er} janvier 2017, les services agricoles danois ont délégué de nouvelles fonctions relatives à la certification au TystofteFoundation. C'est pourquoi l'ordonnance nationale nécessitait d'être actualisée.

La nouvelle ordonnance n° 1690/2016 intitulée "ordonnance relative au paiement pour la réglementation du matériel de reproduction ou de multiplication" ne modifie pas la taxe de demande d'autorisation pour figurer dans le catalogue national des variétés, ni celle pour la protection des obtentions végétales. La taxe s'élève toujours à 700 couronnes danoises, c'est-à-dire environ 95 euros ou 108 francs suisses.

La nouvelle ordonnance est disponible dans la base de données juridique du Danemark, à l'adresse : <https://www.retsinformation.dk/Forms/R0710.aspx?id=185504>

À partir du 1^{er} juillet 2015, l'établissement principal d'examen pour les variétés végétales au Danemark est l'organisme privé *TystofteFoundation*. Cet organisme privé fixe lui-même les taxes relatives à l'administration, aux analyses, aux examens DHS et de détermination des valeurs agronomique et technologique, aux parcelles de contrôle, etc. Les informations concernant les taxes sont disponibles sur le site Web de TystofteFoundation, à l'adresse : <http://www.tystofte.dk/anmeldelser/betalingsbetingelser-prisliste-og-information-om-betalingsmuligheder/>

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (effectuée ou prévue) : aucun élément nouveau.

1.3 Jurisprudence : aucun élément nouveau.

2. Coopération en matière d'examen

Aucun élément nouveau.

3. Situation dans le domaine administratif

- Modifications de la structure administrative

Le 1^{er} janvier 2017, les services agricoles du Danemark ont délégué davantage de fonctions à l'organisme TystofteFoundation. Ces fonctions concernent les questions de certification et n'ont donc pas d'incidence sur le système de protection des obtentions végétales.

- Modifications des procédures et systèmes :
Voir les observations formulées plus haut.

4. Situation dans le domaine technique

L'organisme privé TystofteFoundation étend la portée de ses examens DHS en ajoutant le seigle d'hiver aux espèces qu'il examine. En 2018, il continuera d'augmenter la portée de ses examens et sera éventuellement en mesure de recevoir des demandes d'examen en août ou septembre 2018.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Les services agricoles du Danemark n'ont réalisé aucune activité de promotion en matière de protection des obtentions végétales dans le pays cette année. Cette inactivité est due, dans une certaine mesure, aux importants changements organisationnels effectués au sein du Ministère de l'environnement et de l'alimentation, notamment dans les services agricoles danois. C'est pourquoi les services agricoles n'ont pas prévu d'activités de promotion pour le moment.

[L'annexe VII suit]

ÉQUATEUR

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des règlements

En Équateur, le 9 décembre 2016 est entré en vigueur le Code organique sur l'économie sociale des connaissances, de la créativité et de l'innovation, qui couvre tous les domaines de la propriété intellectuelle et donc, bien entendu, les obtentions végétales et le droit d'obtenteur.

L'objectif de ce code est de réglementer le système national des sciences, des technologies, de l'innovation et des savoirs ancestraux prévus par la Constitution de la République de l'Équateur ainsi que son articulation avec le système national d'enseignement supérieur, pour que la propriété intellectuelle soit articulée avec tout ce système.

En ce qui concerne les obtentions végétales, la majorité des contenus juridiques de la loi antérieure sont maintenus. Le seul changement en la matière porte sur la durée du droit d'obtenteur, les durées de protection étant passées de 25 ans à 18 ans dans le cas des vignes et des arbres, y compris pour leurs porte-greffes, et de 20 ans à 15 ans pour le reste des espèces, ce qui nous permet de respecter les délais fixés par l'Acte de 1978 de la Convention UPOV, auquel l'Équateur a adhéré.

Actuellement, nous travaillons sur le règlement du Code organique sur l'économie sociale des connaissances, la créativité et l'innovation, conjointement avec des représentants des secteurs public et privé de la recherche (représentant du secteur floricole, représentant des obtenteurs, représentants d'instituts de recherche publics et privés, chercheurs indépendants et avocats).

Toutefois, la conduite des procédures en matière d'enregistrement se poursuit de manière provisoire conformément aux conditions fixées dans le règlement de la précédente loi sur la propriété intellectuelle pendant l'élaboration des règlements respectifs.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (réalisée ou à l'état de projet)

En ce qui concerne les obtentions végétales, l'actuel Code organique sur l'économie sociale des connaissances, la créativité et l'innovation maintient la protection des variétés de tous les genres et espèces végétales.

1.3 Jurisprudence

Il n'y a aucun fait nouveau.

2. Coopération en matière d'examen

Il n'y a aucun fait nouveau.

3. Situation dans le domaine administratif

- Modification de la structure administrative

Conformément au décret présidentiel s1435, en intégrant ce qui précède dans les normes du Code organique sur l'économie sociale des connaissances, la créativité et l'innovation, l'actuel Institut équatorien de la propriété intellectuelle (IEPI) deviendra une nouvelle entité publique, le Service national des droits intellectuels (SENADI), organisme technique de gestion des connaissances, rattaché au Secrétariat de l'enseignement supérieur, système national des sciences, des technologies et de l'innovation, doté d'une personnalité juridique propre et d'une autonomie administrative, opérationnelle et financière, et sera composé des organes suivants :

1. Direction générale
2. Direction technique de la propriété intellectuelle
3. Direction technique du droit d'auteur et des droits connexes
4. Direction technique des obtentions végétales
5. Organe collégial des droits intellectuels

- Modification des procédures et des systèmes (administratifs)

Actuellement, l'institut est sur le point de terminer la mise en œuvre d'une plateforme numérique de demandes en ligne pour tous les domaines de la propriété intellectuelle, y compris les obtentions végétales, que nous espérons mettre en place dans les mois à venir.

4. Situation dans le domaine technique (cf. point 3)

- Modification des procédures et des systèmes (administratifs)

Actuellement, le personnel technique de l'institut et, en particulier, de la Direction des obtentions végétales, est en train d'élaborer des principes directeurs pour l'examen DHS pour des cultivars tels que le chérимolier et le cacao, entre autres variétés développées localement, conjointement avec les directeurs de recherche et développement de variétés nationales des universités et des instituts publics de recherche.

Par ailleurs, le personnel technique de la Direction des obtentions végétales participe à la réalisation des examens DHS des variétés développées sur le plan local.

En outre, le personnel technique de la Direction des obtentions végétales participe aux inspections de terrain qui précèdent la déclaration et le renforcement des signes distinctifs collectifs (indications géographiques, appellations d'origine) étant donné que, pour lesdits signes distinctifs, le composant agricole est marqué.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateur	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants pour chacun d'eux)	Observations
1. Concours national pour la meilleure obtention végétale – "AGROMEJORA 2018"	Juillet 2018	Quito	IEPI	Valoriser l'effort, les solutions, l'originalité et la discipline des instituts ou des entreprises publiques ou privées, des universités ainsi que les agriculteurs en rapport avec l'obtention de nouvelles variétés de plantes ornementales, alimentaires, fruitières et industrielles produites dans le pays. Encourager auprès des obtenteurs et des producteurs nationaux la création de nouvelles variétés de cultivars agricoles et ornementaux qui satisfassent les besoins du marché national et international. Honorer et accorder une reconnaissance à ceux qui se sont appliqués à produire la meilleure variété végétale. Dynamiser et faire connaître aux participants les variétés agricoles et ornementales créées et disponibles en Équateur.	Équateur	Une récompense économique et des certificats de participation seront remis. La participation est gratuite.

C/51/15
Annexe VII, page 3

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateur	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants pour chacun d'eux)	Observations
2. Séminaire international d'obtentions végétales et législation relative aux semences	Octobre 2018	Quito	IEPI-UPOV	Diffuser le système juridique de protection des variétés végétales, son application et son exécution. Offrir aux obtenteurs un outil juridique de protection comme un incitatif pour créer de nouvelles variétés végétales Sensibiliser les obtenteurs sur la nécessité de protéger leurs créations pour garantir une rémunération équitable à leurs recherches.	Argentine/ Équateur/Mexique	L'inscription est gratuite. Des certificats de participation seront remis.
3. Calendrier du développement des capacités avec les universités, aux deuxième et troisième cycles universitaires, afin d'encourager le développement de variétés nationales à l'Université	2017-2018		IEPI	Générer de l'innovation agricole à partir de l'utilisation du droit d'obtenteur. Diffuser le système juridique de protection des variétés végétales, son application et son exécution. Offrir à l'Université un outil juridique de protection comme un incitatif pour créer de nouvelles variétés végétales	Équateur	Un appui supplémentaire de l'UPOV et d'autres entités liées et intéressées est nécessaire.

II. AUTRES ÉLÉMENTS NOUVEAUX PRÉSENTANT UN INTÉRÊT POUR L'UPOV

L'IEPI travaille sur le projet nommé "Plateforme de gestion des obtentions végétales".

Ce projet a pour but de mettre à disposition du grand public un outil numérique gratuit permettant de rechercher des variétés végétales en matière de propriété intellectuelle, de législation relative au droit d'obtenteur et de principes directeurs nationaux d'examen DHS.

La plateforme numérique devrait être opérationnelle en décembre 2017.

[L'annexe VIII suit]

GÉORGIE

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des textes d'application

La Géorgie est membre de l'Union et est partie à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV.

La loi géorgienne régit les liens avec la protection juridique des obtentions végétales et s'applique à tous les genres et espèces botaniques.

La taxe d'enregistrement des variétés végétales et races animales nouvelles ne s'applique pas encore.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (effectuée ou prévue) :

Non effectuée.

1.3 Jurisprudence

Aucun élément nouveau.

2. Coopération en matière d'examen

La Géorgie n'a aucun accord bilatéral de coopération en matière d'examen des obtentions végétales.

3. Situation dans le domaine administratif

- Modifications dans la structure administrative
- Modifications des procédures et systèmes

4. Situation dans le domaine technique

Aucun élément nouveau.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Intitulé de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)
1. Participation au Groupe de travail technique sur les plantes fruitières de l'UPOV	13-18 novembre 2016	Angers (France)	UPOV, OCVV		OAPI, UPOV, OCVV, CIOFORA, 40 participants de 22 pays

[L'annexe IX suit]

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des textes d'application

Aucun élément nouveau.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (effectuée ou prévue)

Aucun élément nouveau. Conformément aux règles en vigueur, la protection des obtentions végétales s'étend à tous les genres et espèces du règne végétal.

1.3 Jurisprudence

Aucune donnée disponible.

2. Coopération en matière d'examen

Aucun élément nouveau. En vertu des paragraphes 3) et 4) de l'article 114/R de la loi sur les brevets, les résultats des essais expérimentaux (rapport d'examen DHS) effectués par un organisme étranger compétent peuvent être pris en considération avec l'assentiment de celui-ci (...). Le coût de l'essai expérimental est supporté par le demandeur. L'Office hongrois de la propriété intellectuelle (HIPO) a donc pris des mesures pour conclure des accords avec des offices nationaux et régionaux afin que l'office concerné lui envoie des rapports sur l'examen technique DHS.

L'Office hongrois de la propriété intellectuelle a conclu des accords de communication de rapports d'examen technique DHS avec l'Office communautaire des variétés végétales (OCVV), le Bundessortenamt (Allemagne) et le Comité du droit d'obtenteur du Ministère de l'agriculture, de la nature et de la qualité des produits alimentaires (Pays-Bas).

3. Situation dans le domaine administratif

Aucun élément nouveau. L'HIPO est habilité à accorder la protection des obtentions végétales. Dans le système national, il est chargé de l'examen de la nouveauté, de la dénomination et de l'unité, ainsi que de l'enregistrement des variétés végétales. De son côté, l'Office national de sécurité de la chaîne alimentaire est chargé de l'examen biologique (examen DHS).

4. Situation dans le domaine technique

L'examen technique est effectué par l'Office national de sécurité de la chaîne alimentaire.

[L'annexe X suit]

JAPON

(Période : septembre 2016 – septembre 2017)

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des textes d'application

L'ordonnance d'application de la loi sur la protection des obtentions végétales et des semences (ordonnance n° 83 du Ministère de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche du 3 décembre 1998) a été modifiée et est entrée en vigueur le 22 mars 2017 en ce qui concerne l'utilisation du matériel aux fins de reproduction ou de multiplication par les agriculteurs. Les modifications ont porté sur la réduction de la liste des genres et espèces végétaux utilisés aux fins de reproduction et de multiplication et disponibles pour la production des semences fermières.

2. Coopération en matière d'examen

Le Japon a conclu un accord de coopération internationale portant sur l'examen efficace des demandes d'enregistrement du droit d'obtenteur avec 11 États membres, soit l'Australie, le Brésil, la Fédération de Russie, Israël, le Kenya, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Suisse, l'Union européenne et le Viet Nam, en 2016-2017.

3. Situation dans le domaine administratif

Aucun élément nouveau.

4. Situation dans le domaine technique

De nouveaux principes directeurs d'examen nationaux pour 11 genres et espèces ont été élaborés et les principes directeurs d'examen existants pour quatre genres et espèces ont été révisés pour refléter les principes directeurs d'examen de l'UPOV en 2016.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

5.1 Forum sur la protection des obtentions végétales en Asie orientale (Forum EAPVP)

Le Forum sur la protection des obtentions végétales en Asie orientale (Forum EAPVP) a été proposé par le Japon et sa création a été approuvée à l'occasion de la septième réunion des ministres de l'agriculture et de la sylviculture de l'ASEAN et des ministres de l'agriculture de la République populaire de Chine, du Japon et de la République de Corée à Bangkok, en 2007. Dans le cadre du forum, des activités de coopération ont été réalisées afin de favoriser l'élaboration de systèmes de protection des obtentions végétales ainsi que leur harmonisation au niveau international, sur la base de la Convention UPOV, dans les pays d'Asie orientale.

La dixième réunion annuelle du Forum EAPVP s'est tenue à Naypyitaw (Myanmar), le 11 septembre 2017, à laquelle des représentants des pays de l'ASEAN, de la République populaire de Chine, de la République de Corée, du Japon et de l'UPOV ont participé, et à laquelle l'Office communautaire des variétés végétales (OCVV), le Groupement national interprofessionnel des semences et plants (OCVV) de la France et le Naktuinbouw (service de contrôle pour l'horticulture) des Pays-Bas ont été invités en qualité d'observateurs et d'orateurs.

Le Gouvernement du Myanmar a accueilli la réunion et le secrétaire permanent du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation du Myanmar a présenté une allocution d'ouverture, suivi du secrétaire général adjoint de l'UPOV et du représentant de la délégation du Japon.

Un rapport de la réunion a été présenté à la réunion des ministres de l'agriculture et de la sylviculture de l'ASEAN et des ministres de l'agriculture de la République populaire de Chine, du Japon et de la République de Corée en 2017, dans les observations liminaires du vice-ministre des affaires internationales, Ministère de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche du Japon, le 29 septembre 2017, à Chiang Mai (Thaïlande).

Présentation de l'UPOV et rapports par pays

Le Bureau de l'Union a présenté un "rapport sur les faits nouveaux intervenus au sein de l'UPOV", qui soulignait l'intérêt d'adhérer à l'Union, avec l'exemple du revenu des agriculteurs vietnamiens, avant et après l'adhésion du Viet Nam. Les rapports par pays ont été présentés par les pays membres du forum afin de partager leur expérience concernant l'évolution, les changements récents et les défis du système de protection des obtentions végétales. Après la présentation, les participants ont débattu des avantages qu'offre une adhésion à l'UPOV et des questions relatives au droit des agriculteurs et au droit d'obtenteurs.

Adoption des programmes d'activité en matière de coopération pour 2017-2018

Les programmes d'activité en matière de coopération pour 2017-2018 ont été adoptés lors du forum, après un rappel des activités de 2016-2017 qui figurent dans la liste du tableau 5.2. Les activités approuvées comprennent, notamment, des séminaires qui seront organisés dans six pays (Cambodge, Indonésie, Myanmar, République populaire de Chine, Thaïlande et Viet Nam).

Débat sur les orientations futures des activités du Forum EAPVP

Lors de la réunion, le Japon a fait une proposition concernant l'orientation future du Forum EAPVP pour la prochaine décennie. Le but de cette proposition est de réexaminer les stratégies et activités du forum et de faciliter la création, en Asie, d'un système de protection des variétés végétales efficace et harmonisé au niveau international. Les membres ont débattu positivement des activités futures et ont approuvé la préparation du programme stratégique du forum pour les 10 prochaines années pour le prochain Forum EAPVP. Les propositions adoptées font l'objet de l'appendice I.

Décision concernant le pays hôte de la onzième réunion du forum

À la fin de la réunion, les Philippines ont proposé d'accueillir la onzième réunion du Forum EAPVP, proposition que le forum a approuvée.

Séminaire national de sensibilisation du Myanmar

Le 12 septembre, le "séminaire national de sensibilisation du Myanmar" organisé par le Gouvernement du Myanmar avec l'aide du Japon a été tenu. Certains États membres de l'UPOV, le Bureau de l'Union, des instituts de recherche et des cadres supérieurs d'entreprises privées du Myanmar ont participé au séminaire.

Le ministre de l'Union du Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de l'irrigation du Myanmar a présenté ses observations liminaires, suivi du secrétaire général adjoint de l'UPOV et du représentant de la délégation du Japon.

Un représentant du GNIS (France) a présenté un exposé sur "la protection des obtentions végétales et du droit des agriculteurs en France". Dans cette présentation, la question des semences fermières en France a été abordée puis débattue activement. Les représentants du service de protection des obtentions végétales du Viet Nam et de l'entreprise vietnamienne des semences ont présenté un exposé, respectivement sur "la protection des obtentions végétales au Viet Nam – les avantages d'adhérer à l'UPOV" et sur "l'UPOV au Viet Nam – une étude de cas du groupe Vinaseed". Ces deux présentations ont montré que la productivité agricole et les revenus des agriculteurs avaient augmenté après l'adhésion du Viet Nam à l'UPOV. Un représentant de l'association des semences du Japon a présenté un exposé sur "les investissements et la gestion du système de protection des obtentions végétales – du point de vue de la gestion des risques pour le pays", qui soulignait le caractère important de la formation en ce qui concerne l'efficacité du système de protection des obtentions végétales du pays pour les investissements provenant de l'industrie semencière. Le secrétaire général adjoint de l'UPOV a présenté un exposé au nom du Service d'inspection phytosanitaire du Kenya (KEPHIS) sur "l'expérience des membres de l'UPOV en Afrique". Un représentant de l'OCVV (Union européenne) a présenté un exposé sur "la structure et les avantages du système de protection des obtentions végétales de l'Union européenne" et le Naktuinbouw (Pays-Bas) a présenté un exposé sur "la protection des obtentions végétales – effets et mise en œuvre aux Pays-Bas".

5.2 Activités de coopération du Forum EAPVP

Différentes activités ont été réalisées dans le cadre du Forum EAPVP, comme l'indique le tableau ci-après. Les informations détaillées concernant ces activités sont à disposition sur le site Web du Forum EAPVP, à l'adresse : <http://www.eapvp.org/index.html>.

Intitulé de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)	Observations
1. Visite d'étude de haut niveau au Japon	25-28 juillet 2016	Préfectures de Tokyo, Kanagawa, Yamagata et Ibaraki (Japon)	Ministère de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche du Japon UPOV	Faire mieux connaître l'UPOV et les avantages de son système de protection des obtentions végétales	Cambodge (2), Malaisie (2), Myanmar (2), République démocratique populaire lao (1), Thaïlande (2), Viet Nam (2)	La stratégie de commercialisation de la coopérative agricole a été d'un grand intérêt pour les participants
2. Cours de formation en vue d'un examen DHS sur le maïs	1-4 août 2016	Hô Chi Minh-Ville (Viet Nam)	Ministère de l'agriculture et du développement rural du Viet Nam, UPOV et Ministère de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche du Japon	Connaissances de base sur les étapes de l'examen DHS du maïs et compréhension mutuelle en vue d'une coopération future en matière de protection des obtentions végétales dans la région	Viet Nam (17), Japon (3), Malaisie (1), Myanmar (1), République démocratique populaire lao (3), UPOV (1)	Le cours de formation à l'intention des formateurs a été très efficace
3. Séminaire sur l'application des droits d'obtenteur en vertu de la Convention UPOV	7-8 septembre 2016	Hanoi (Viet Nam)	Ministère de l'agriculture et du développement rural du Viet Nam, UPOV, USPTO et Ministère de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche du Japon	Faire mieux connaître l'application des droits d'obtenteur en vertu de la Convention UPOV	Viet Nam (90), AIB (1), APSA (1), ASTA (1), Breeders Trust (1), Cambodge (1), GNIS (1), INASE (1), Indonésie (2), Japon (8), Kenya (1), Malaisie (2), Myanmar (2), OCVV (1), Philippines (1), République de Corée (5), République démocratique populaire lao (2), République populaire de Chine (5), Thaïlande (2), UPOV (3), USPTO (2), autres (10)	L'efficacité du système de l'UPOV a été confirmée
4. Séminaire de sensibilisation au système de protection des obtentions végétales de l'UPOV	5 décembre 2016	Naypyitaw (Myanmar)	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation du Myanmar, UPOV et Ministère de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche du Japon	Faire mieux connaître le système de protection des obtentions végétales de l'UPOV	Myanmar (141), Japon (3), Pays-Bas (1), UPOV (2), USPTO (1), Viet Nam (1), autres (1)	L'intérêt du système de protection des obtentions végétales pour le secteur de l'agriculture a été confirmé
5. Cours de formation sur la protection des obtentions végétales	16-27 janvier 2017	Naypyitaw (Myanmar)	Naktuinbouw (Pays-Bas) et Ministère de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche du Japon	Formation technique au système de protection des obtentions végétales	Myanmar (30), Japon (1), Pays-Bas (3), Viet Nam (1)	Le Japon a envoyé deux conférenciers du Japon et du Viet Nam

Intitulé de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)	Observations
6. Cours de formation à l'examen DHS de l'œillet d'Inde (<i>Tagetes erecta</i> L.) à l'aide des principes directeurs d'examen de l'UPOV pour l'œillet d'Inde	17-20 janvier 2017	Centre de recherche horticole de Sisaket et Centre de recherche des plantes cultivées d'Ubon Ratchathani (Thaïlande)	Département de l'agriculture de Thaïlande et Ministère de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche du Japon	Formation à l'examen DHS de l'œillet d'Inde (<i>Tagetes erecta</i> L.) à l'aide des principes directeurs de l'UPOV pour l'œillet d'Inde	Thaïlande (29), Japon (3)	Les questions de base concernant l'examen DHS et les principes directeurs de l'UPOV ont été abordées
7. Séminaire sur les avantages du système de protection des obtentions végétales de l'UPOV pour les agriculteurs et les cultivateurs	23 février 2017	TK. Palace Hotel, Bangkok (Thaïlande)	Département de l'agriculture de Thaïlande, UPOV, Naktuinbouw (Pays-Bas) et Ministère de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche du Japon	Faire mieux connaître les avantages du système de protection des obtentions végétales de l'UPOV pour les agriculteurs et les cultivateurs	Thaïlande (153), France (1), Japon (5), Kenya (1), Pays-Bas (1), UPOV (2), USPTO (1), Viet Nam (2)	Les avantages du système de l'UPOV pour les agriculteurs ont été présentés
8. Principes directeurs d'examen DHS pour la tomate (préparation)	26-29 juillet 2017	Phnom Penh (Cambodge)	Ministère de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche du Japon	Formation à l'examen DHS sur la tomate	Cambodge (9), Viet Nam (2)	Le Japon a envoyé deux conférenciers du Viet Nam
9. Séminaire national sur les possibilités et les défis de la commercialisation des nouvelles variétés végétales	24 août 2017	Hô Chi Minh-Ville (Viet Nam)	Ministère de l'agriculture et du développement rural du Viet Nam, UPOV, USPTO et Ministère de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche du Japon	Renforcement des capacités au titre du système national de protection des obtentions végétales	Viet Nam (67), Chili (1), Japon (2), Kenya (1), Mexique (1), Pays-Bas (2), Pérou (1), UPOV (2), Uruguay (1), USPTO (2)	Le Japon a pris en charge les frais de réunion et a envoyé deux conférenciers.

5.3 Cours de formation international organisé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA)

Un cours de formation international de trois mois intitulé "protéger les obtentions végétales et mettre en œuvre un système de contrôle de la qualité des semences pour assurer la distribution de semences de haute qualité" a été organisé par l'Agence japonaise de coopération internationale en collaboration avec le secrétariat du Bureau de l'UPOV, du 12 juin au 23 septembre 2017 au Japon et au Viet Nam, avec la participation de huit étudiants d'Argentine, du Bangladesh, du Cambodge, du Myanmar, de la République démocratique populaire lao, de Sri Lanka, du Viet Nam et de la Zambie, à la suite d'un cours de formation semblable organisé en 2016.

APPENDICE I

Adopté à la dixième réunion du Forum sur la protection des obtentions végétales en Asie orientale (Forum EAPVP) le 11 septembre 2017

Dixième réunion du Forum sur la protection des obtentions végétales en Asie orientale
Le Japon a fait une proposition concernant l'orientation future du Forum EAPVP pour la prochaine décennie.

Point de l'ordre du jour : débat concernant l'orientation future du Forum EAPVP

Proposition : examen des objectifs et des activités du forum

Mesure proposée : débat concernant le "programme stratégique sur 10 ans" du forum pour la onzième réunion du Forum EAPVP

Introduction

1. Pour atteindre l'objectif commun en matière de développement de l'agriculture, de la sylviculture et de l'industrie agroalimentaire en Asie orientale, le Forum EAPVP a été créé en 2007 dans le but de renforcer et d'harmoniser les systèmes de protection des obtentions végétales et de faciliter la compréhension de la Convention UPOV ainsi que le rôle de l'UPOV dans l'harmonisation de ces systèmes dans les différents pays conformément à la Convention UPOV afin de promouvoir la mise au point de nouvelles variétés végétales dans chaque pays et d'encourager les investissements des obtenteurs étrangers.
2. Selon les "principes directeurs du Forum EAPVP" approuvés à la première réunion du forum en 2008, pour atteindre les objectifs en ce qui concerne la promotion de la coopération mutuelle et en particulier le renforcement des capacités par l'échange d'expériences et des connaissances dans la région, les principales activités du Forum EAPVP étaient consacrées aux échanges d'information afin de comprendre et d'harmoniser le système de protection des obtentions végétales de chaque membre, en tenant compte du niveau de capacité et du décalage technique de chaque pays.

Réalisations

3. Au cours de cette dernière décennie, les capacités techniques de chaque pays ont progressé, notamment en matière d'examen DHS, à l'aide d'un ensemble d'activités de coopération réalisées dans le cadre du Forum EAPVP. S'agissant des installations, les centres d'examen DHS ont été récemment créés ou améliorés dans certains pays membres.
4. En outre, les principes directeurs d'examen DHS pour les plantes tropicales ont fait l'objet de discussions en ce qui concerne les activités du Forum EAPVP et ont été pris en considération lors des débats des groupes de travail techniques de l'UPOV, qui ont fourni des orientations pratiques pour l'harmonisation des méthodes d'examen DHS.
5. En plus de l'harmonisation des systèmes de protection des obtentions végétales dans la région, des modifications et mises au point sont en préparation dans certains pays membres du forum en vue d'une adhésion à l'UPOV, mais il convient toutefois de noter qu'aucune nouvelle adhésion à l'UPOV n'a été observée de la part de membres du Forum EAPVP en ce qui concerne les aspects d'ordre juridique.

Difficultés

6. Reconnaissant le rôle essentiel du Forum EAPVP dont le travail est consacré à la recherche d'activités de coopération viables aux fins de l'expansion du système de protection des obtentions végétales dans la région de l'Asie orientale et compte tenu des résultats obtenus durant cette décennie, il est temps pour le forum de réexaminer sa stratégie et ses activités pour la prochaine décennie en intégrant des activités d'échanges d'informations afin d'atteindre les objectifs communs du forum pour que ce dernier continue de tenir une place déterminante dans la région tout en encourageant la participation active de ses membres.

7. Entre autres, une plus grande harmonisation et intégration du système de protection des obtentions végétales en Asie devrait figurer parmi les principales questions à prendre en considération, car des systèmes de protection harmonisés au niveau international et conformes au système de l'UPOV offrent une meilleure protection, internationale et efficace, des droits d'obtenteur. Dans ce contexte, les objectifs et activités à évaluer pourraient notamment porter sur les programmes ciblant en particulier les pays d'Asie orientale dont les systèmes ne sont pas conformes à la Convention UPOV dans le but d'encourager les membres du forum à adhérer à l'UPOV.
8. Il demeure évident de respecter les différentes situations et préoccupations de chaque pays membre en ce qui concerne la protection des obtentions végétales dans les débats du Forum EAPVP.

Proposition

9. Le Japon souhaite faire les propositions suivantes aux membres du Forum EAPVP :
 - i. débattre du "programme stratégique des 10 prochaines années" et en assurer la préparation, notamment en ce qui concerne l'orientation commune, les différentes stratégies de renforcement du système de protection des obtentions végétales mises en œuvre par les membres ainsi que la coopération régionale en matière de stratégie d'harmonisation de ces systèmes conformément au système de l'UPOV, qui seront à prendre en considération à l'occasion de la onzième réunion du Forum EAPVP après l'examen des objectifs réalisés et des possibilités d'évolution futures;
 - ii. débattre des "principes de fonctionnement du Forum EAPVP" et des "activités à réaliser en priorité selon le cadre de coopération établi par le Forum EAPVP" en tenant compte des points de vue exprimés dans les débats concernant le point i) et qui seront réexaminés à l'occasion de la onzième réunion du Forum ou d'une prochaine réunion, si nécessaire;
 - iii. organiser les réunions (y compris les réunions en ligne) qui précéderont la onzième réunion du Forum EAPVP en vue de faciliter les débats portant sur les points i) et ii), si nécessaire.

[L'annexe XI suit]

LITUANIE

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des textes d'application

- Loi sur la protection des obtentions végétales de la République de Lituanie modifiée le 19 octobre 2006 et modifiée en dernier lieu le 26 avril 2012;
- Règlement n° 1458 du Gouvernement de la République de Lituanie du 15 décembre 2000 relatif au montant des taxes;
- Décision n° A1-50 du directeur du Service des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture du 8 août 2010, relative à l'approbation du formulaire de demande de protection des obtentions végétales;
- Décret n° 3 D–371 du ministre de l'agriculture de la République de Lituanie du 23 juin 2004 relatif à la rémunération.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (effectuée ou prévue) :

Conformément aux modifications de la loi sur la protection des obtentions végétales de la République de Lituanie en date du 26 avril 2012, les variétés de tous les genres et espèces pourraient être protégées en République de Lituanie.

1.3 Jurisprudence

Il existe une jurisprudence relative à la protection des obtentions végétales en Lituanie pour 2016.

2. Coopération en matière d'examen

Deux accords de coopération en matière d'examen ont été signés en Lituanie :

- L'accord bilatéral du 11 août 2000 avec le Centre de recherche polonais pour les essais de cultivars (COBORU), relatif aux essais DHS, a été modifié le 14 novembre 2012 par l'accord d'administration n° 1/2012/19 T 247;
- L'accord n° 10 signé le 30 juin 2006 avec le *Bundessortenamt* (Office fédéral des variétés végétales), Allemagne, relatif à la transmission des résultats d'examens techniques pour ce qui est des examens DHS, a été modifié le 18 octobre 2010 par l'accord n° 19T 98.

3. Situation dans le domaine administratif

- La Division des obtentions végétales relevant du Service des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture de la République de Lituanie est responsable des essais, de l'établissement de la liste et de la protection juridique des variétés végétales.
- La Commission pour l'évaluation des demandes de protection des obtentions, approuvée le 6 mai 2011 par décision n° A1 141 du directeur du Service des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture de la République de Lituanie, a été modifiée le 27 janvier 2016 par décision n° A1 42 du directeur du Service des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture de la République de Lituanie.
- L'octroi de la protection des obtentions végétales doit être approuvé par décision du directeur du Service des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture de la République de Lituanie.

- Les procédures et le système de protection des obtentions végétales sont définis par la loi sur la protection des obtentions végétales de la République de Lituanie.

4. Situation dans le domaine technique

Les examens DHS sont effectués par le Centre de recherche polonais pour les essais de cultivars (COBORU), conformément à l'accord d'administration n° 1/2012/19 T 247, modifié le 14 novembre 2012, ou par l'autre autorité compétente de l'Union européenne à la demande des obtenteurs.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Intitulé de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)
1. Réunion du Conseil de l'Europe	8 mars 2016	Bruxelles (Belgique)	Conseil de l'Europe	Coordonner les activités avant les réunions de l'UPOV	Commission, OCVV et États membres – 31 au total
2. Réunion du Conseil d'administration de l'OCVV	18-21 avril 2016	Angers (France)	OCVV	Examiner les principales questions concernant la protection des obtentions végétales	Commission européenne, OCVV, UPOV, observateurs et États membres – 38 au total
3. Réunion du Conseil de l'Europe	17 mars 2016	Genève (Suisse)	Conseil de l'Europe	Coordonner les activités avant les réunions de l'UPOV	Commission, OCVV et États membres – 28 au total
4. Comité consultatif de l'UPOV, réunions du Conseil et réunion sur l'élaboration d'un formulaire de demande électronique	17-18 mars 2016	Genève (Suisse)	UPOV	Examiner les principales questions concernant la protection des obtentions végétales dans les domaines administratif et juridique	Membres (63), observateurs (1), organisations (11), UPOV (8) – 83 au total
5. Colloque intitulé "La recherche de l'équilibre – Étude de solutions dans le débat au sujet des brevets et des droits d'obtention végétale"	18 mai 2016	Bruxelles (Belgique)	OCVV	Examiner les principales questions concernant les brevets et les systèmes de droits d'obtenteur	États membres et d'autres participants intéressés
6. Groupe de travail sur les dénominations variétales et le programme "Variety Finder"	24 juin 2016	Paris (France)	OCVV	Examiner les principales questions concernant la protection des obtentions végétales	OCVV, Commission et États membres
7. Réunion du Conseil d'administration de l'OCVV	4 octobre 2016	Angers (France)	OCVV	Examiner les principales questions concernant les réunions sur la protection des obtentions végétales	Commission européenne, OCVV, UPOV, observateurs et États membres – 46 au total

Intitulé de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)
8. Réunion du Conseil de l'Europe	18 octobre 2016	Bruxelles (Belgique)	OCVV	Coordonner les activités avant les réunions de l'UPOV	Commission, OCVV et États membres – 39 au total
9. Comité administratif et juridique de l'UPOV ainsi que la Réunion du Conseil, séminaire sur le matériel de reproduction ou de multiplication et le produit de la récolte ainsi que le colloque sur les éventuels domaines d'interaction entre le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et la Convention UPOV	24-26 octobre 2016	Genève (Suisse)	UPOV	Examiner les principales questions concernant la protection des obtentions végétales dans les domaines administratif et juridique	Membres observateurs (78), organisations (12), UPOV (9) – 99 au total
10. Réunion de l'OCVV avec les institutions d'examen	7-8 décembre 2016	Angers (France)	OCVV	Examiner les principales questions concernant l'examen DHS et la protection des obtentions végétales	Commission, OCVV et États membres – 41 au total

Le Bulletin d'information sur les droits d'obteneur et la liste nationale des obtentions végétales n° 1 (27) relevant du Service des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture de la République de Lituanie a été publié le 11 janvier 2016, et le n° 2 (28), le 15 juin 2016.

II. AUTRES ÉLÉMENTS NOUVEAUX PRÉSENTANT UN INTÉRÊT POUR L'UPOV

La liste nationale des variétés végétales 2016 a été approuvée le 11 février 2016 par décision n° A1-93 du directeur du Service des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture de la République de Lituanie. Le matériel de reproduction ou de multiplication de chaque variété enregistrée d'espèce végétale peut être certifié conformément aux normes obligatoires établies en application des directives européennes pertinentes.

[L'annexe XII suit]

NOUVELLE-ZÉLANDE

PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

La loi de 1987 sur la protection des obtentions végétales reste en vigueur et est conforme à l'Acte de 1978 de la convention.

Le Gouvernement néo-zélandais a entrepris un examen de la loi sur les obtentions végétales de 1987. Une consultation publique portant sur cet examen sera organisée plus tard en 2017 ou au début de 2018.

2. Coopération en matière d'examen

La Nouvelle-Zélande continue de se procurer des rapports d'examen auprès d'États membres, pour certaines espèces et sur demande, conformément aux dispositions générales de la convention.

La décision par certains États membres de ne plus faire payer l'utilisation des rapports d'examen ouvre la voie à une coopération renforcée. Le rapport d'examen et la description variétale peuvent être utilisés pour recenser les variétés notoirement connues, en sus des données nationales relatives aux descriptions variétales et en vue d'une utilisation dans le cadre de l'examen supplémentaire.

3. Situation dans le domaine administratif

Durant l'exercice financier clos au 30 juin 2017, 131 demandes de droits d'obtenteur ont été acceptées (9% de moins que l'année précédente), 100 titres ont été délivrés (14% de moins que l'année précédente) et 97 titres ont expiré (14% de moins que l'année précédente). Au 30 juin 2017, 1298 titres étaient en vigueur (en légère augmentation par rapport à l'année précédente). Le nombre de demandes est stable, avec quelques fluctuations annuelles.

Le Service suit un programme d'amélioration permanente du système de gestion des dossiers, grâce auquel environ 95% des demandes sont désormais déposées en ligne. En outre, le Service poursuit un projet visant à recenser les pratiques et procédures applicables afin de disposer de registres et d'orientations clairs en ce qui concerne toutes les fonctions essentielles.

4. Situation dans le domaine technique

Une nouvelle politique supprimant l'exigence actuelle de fournir des semences sans endophytes fongiques pour les examens des variétés de certaines espèces de graminées a été introduite. Ce changement est motivé par les données d'expérience récemment recueillies à l'étranger et dans le pays, qui ont conduit à remettre en cause la nécessité d'une absence d'endophytes fongiques dans les semences pour l'examen DHS du ray-grass et de la fétuque.

Un programme visant à publier des directives techniques sur le site Internet a été lancé il y a plusieurs années. Deux nouveaux documents ont été ajoutés l'an dernier :

Utilisation du questionnaire technique

<https://www.iponz.govt.nz/about-ip/pvr/technical-guidance/current/the-tech/>

Durée de l'examen DHS et demandes relatives aux taxes

<https://www.iponz.govt.nz/about-ip/pvr/technical-guidance/current/the-duration-of-dus-testing-and-fee-requests/>

Les obtenteurs étrangers et leurs agents en Nouvelle-Zélande continuent d'exprimer leur frustration en ce qui concerne la difficulté d'importer du matériel végétal, tout en comprenant la nécessité d'un régime strict en matière de biosécurité. Pour un certain nombre de genres, on dénote un manque de place dans les locaux de quarantaine agréés existants. Le Service de protection des obtentions végétales poursuit sa

collaboration avec les obtenteurs étrangers et leurs agents en Nouvelle-Zélande en vue de satisfaire aux critères de l'examen DHS et examine les conditions pour l'importation de végétaux qui relèvent du Ministère des industries primaires.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)	Observations
Assistance technique et formation	22-26 mai 2017	République de Corée	Agence coréenne de coopération internationale/ Service coréen des semences et des variétés	Cours international de formation à la protection des obtentions végétales et à l'examen DHS	Costa Rica, Ghana, Guatemala, Pérou, Philippines, Soudan, 12 participants	La Nouvelle-Zélande a participé en tant que conseiller technique et expert en matière de rédaction de principes directeurs

[L'annexe XIII suit]

ORGANISATION AFRICAINE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

Rien à signaler.

2. Coopération en matière d'examen

Rien à signaler.

3. Situation dans le domaine administratif

- Modifications dans la structure administrative :

INERA (Burkina Faso) ; CNRA (Côte d'Ivoire)

- Modification des procédures et des systèmes

Rien à signaler.

4. Situation dans le domaine technique

Actuellement dans le domaine technique, l'OAPI fait effectuer les tests DHS par ses centres d'examen agréés, à savoir l'IRAD du Cameroun et l'ISRA du Sénégal. Par ailleurs, les services des centres d'examen des membres de l'UPOV peuvent être sollicités soit pour un rachat des résultats, soit pour l'organisation d'un test DHS qui ne peut être réalisé par ses centres agréés.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)
1. Projet de renforcement des capacités en matière d'obtentions végétales	2009	Yaoundé	OAPI-TRADECOM FACILITY	-Former le personnel -Élaborer un manuel de procédure - Élaborer un règlement d'application	
2. Information et sensibilisation à l'intention des experts des centres de recherche agricole	du 22 au 24 avril 2009	Douala	OAPI-GNIS	Sensibiliser	Cameroun 42 participants
3. Information et sensibilisation à l'intention des experts des centres de recherche agricole et des décideurs en la matière	du 04 au 07 mai 2010	Ouagadougou	OAPI-GNIS	Sensibiliser	Burkina Faso
4. Information et sensibilisation à l'intention des experts des centres de recherche agricole	du 18 au 22 avril 2011	Bamako	OAPI	Sensibiliser	Mali

C/51/15
Annexe XIII, page 2

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)
5. Travaux relatifs aux principes directeurs	2011	Yaoundé	OAPI-IRAD-ISRA	Déterminer les principes directeurs	Cameroun
6. Information et sensibilisation à l'intention des experts des centres de recherche agricole	du 06 au 09 juillet 2010	Douala	OAPI – UPOV	Sensibiliser	Cameroun 38 participants
7. Information et sensibilisation à l'intention des experts des centres de recherche agricole	du 04 au 08 juillet 2011	Lomé	OAPI – GNIS - UPOV	Sensibiliser	Togo
8. Information et sensibilisation à l'intention des experts des centres de recherche agricole	du 22 au 26 avril 2013	Dakar	OAPI -	Sensibiliser	Sénégal
9. Information et sensibilisation à l'intention des experts des centres de recherche agricole	du 24 au 28 juin 2013	Abidjan	OAPI	Sensibiliser	Côte d'Ivoire
10. Information et sensibilisation à l'intention des experts des centres de recherche agricole	du 27 au 29 juillet 2015	Buéa	OAPI-UPOV IRAD	Sensibiliser	Cameroun 50 participants
11. Information et sensibilisation à l'intention des experts des centres de recherche agricole	du 26 au 28 septembre 2016	Abidjan	OAPI-UPOV CNRA	Sensibiliser	Côte d'Ivoire 56 participants

[L'annexe XIV suit]

ANNEXE XIV

PÉROU

PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateurs	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants pour chacun d'eux)
1. Procédure de protection des nouvelles variétés végétales au Pérou	27 avril 2017	Université agraire La Molina – Lima	UNALM, INDECOPI	Diffuser le système national de protection des obtentions végétales et promouvoir le service d'enregistrement dans ce centre d'études.	15 participants (professeurs-chercheurs et étudiants de cette université).
2. La protection des obtentions végétales au Pérou : le cas des nouvelles variétés de quinoa	23 mars 2017	Université nationale de l'Altiplano de Puno	Ministère de l'agriculture et INDECOPI en tant qu'une des institutions coorganisatrices	Diffuser le système national de protection des obtentions végétales et la situation de la protection des variétés de quinoa dans le pays.	30 participants (professeurs-chercheurs et étudiants nationaux internationaux qui ont assisté au VI Congreso Mundial de la Quinoa et au II Simposio Internacional de Granos Andinos)
3. La protection des obtentions végétales au Pérou – Certificat d'obtenteur	27 juin 2017	Faculté d'agronomie de l'Université nationale San Agustín, Arequipa	INIA	Diffuser le système national de protection des obtentions végétales et promouvoir le service d'enregistrement dans ce centre d'études.	116 participants (professeurs-chercheurs et étudiants de cette université).
4. La protection des obtentions végétales au Pérou – Certificat d'obtenteur	17 août 2017	Direction régionale de l'agriculture - Loreto	INIA	Diffuser le système national de protection des obtentions végétales et promouvoir le service d'enregistrement dans cette région du pays.	37 participants (professeurs-chercheurs et étudiants de cette région).
5. Cours de formation sur la protection des nouvelles variétés végétales selon la Convention UPOV : Opportunités pour la sélection végétale et l'agriculture péruvienne	7, 8 et 9 août 2017	Institut national de la santé – Lima	INDECOPI et UPOV	Diffuser le système national de protection des obtentions végétales et promouvoir le service d'enregistrement dans cette région.	23 participants (professeurs-chercheurs et étudiants des universités de Lima et des instituts nationaux de recherche).
6. La protection des obtentions végétales au Pérou – Certificat d'obtenteur	28 août 2017	Institut national de la santé – Lima	Institut national de la santé – Ministère de la santé	Diffuser le système national de protection des obtentions végétales et promouvoir le service d'enregistrement dans cet institut.	15 participants (chercheurs de cet institut).
7. La protection des obtentions végétales au Pérou – Certificat d'obtenteur	6 septembre 2017	Université Cayetano Heredia – Lima	Université Cayetano Heredia	Diffuser le système national de protection des obtentions végétales et promouvoir le service d'enregistrement, dans le cadre du cours facultatif de propriété intellectuelle dispensé dans cette université.	15 participants (étudiants de cet institut).

[L'annexe XV suit]

ANNEXE XV

POLOGNE

(Période : 1^{er} septembre 2016 – 31 août 2017)

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

La loi du 26 juin 2003 sur la protection juridique des variétés végétales (POJ de 2016, rubrique 843, modifié par le POJ de 2017, rubrique 1238) constitue la base juridique du système de protection du droit d'obtenteur en Pologne. Le texte consolidé a été publié dans le POJ du 14 juin 2016, rubrique 843, quoiqu'il ait été récemment modifié. Les récentes modifications apportées aux dispositions en vigueur ont été introduites par la loi du 8 juin 2017 modifiant la loi sur la protection juridique des variétés végétales (POJ n° de 2017, rubrique 1238). Cette déclaration est entrée en vigueur le 11 juillet 2017.

Les modifications de la loi s'appliquent aux dispositions liées aux exceptions au droit d'obtenteur et ont principalement été apportées à l'article 23 et ont concerné la réglementation régissant le privilège de l'agriculteur. Le nombre d'espèces pour lesquelles les agriculteurs peuvent tirer parti de l'exemption agricole (privilège de l'agriculteur) a été porté de 17 à 18, avec l'adjonction du soja. En outre, les exploitants de terres agricoles et l'organisation qui les représente ont été libérés de l'obligation de fournir des informations concernant les divers usages du produit de la récolte en tant que matériel de reproduction ou de multiplication.

La loi polonaise sur la protection des obtentions végétales est fondée sur l'Acte de 1991 de la Convention UPOV, auquel la Pologne a été le vingt-quatrième État à adhérer, le 15 août 2003.

Depuis le 1^{er} novembre 2000, tous les genres et espèces peuvent bénéficier de la protection prévue au titre des droits d'obtenteur en Pologne.

2. Coopération en matière d'examen

Le Centre de recherche pour l'examen des cultivars (COBORU) de Słupia Wielka continue de collaborer avec différents pays dans le domaine de l'examen DHS.

La Pologne a conclu des accords bilatéraux en matière d'examen DHS avec la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie. Des accords unilatéraux avec la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, la Roumanie, le Bélarus, la Slovénie, la Fédération de Russie et l'Ukraine sont en vigueur.

Pendant la période considérée, la Pologne a procédé à des examens DHS pour le compte des services de la Lituanie (40 variétés), de la République tchèque (38 variétés), de la Hongrie (23 variétés), de l'Estonie (19 variétés), de la Lettonie (6 variétés), de la Suède (4 variétés), de la Slovénie (4 variétés), de la Slovaquie (4 variétés), de la Finlande (1 variété), de l'Allemagne (1 variété), ainsi que pour l'OCVV (30 variétés).

Ces examens portaient sur différentes espèces de plantes agricoles (86 variétés), potagères (17 variétés), ornementales (18 variétés) et fruitières (49 variétés). Au total, 170 variétés ont fait l'objet d'un examen à la demande de ces services.

Comme les années précédentes, certains services (OCVV, Autriche, Canada, Danemark, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, Lettonie, Lituanie, République tchèque, Royaume-Uni, Serbie, Turquie) ont utilisé les résultats d'examens techniques du COBORU pour fonder leurs décisions dans le cadre de leurs procédures nationales.

La Pologne a participé activement aux travaux relatifs à l'élaboration des protocoles techniques lors des réunions organisées par l'OCVV.

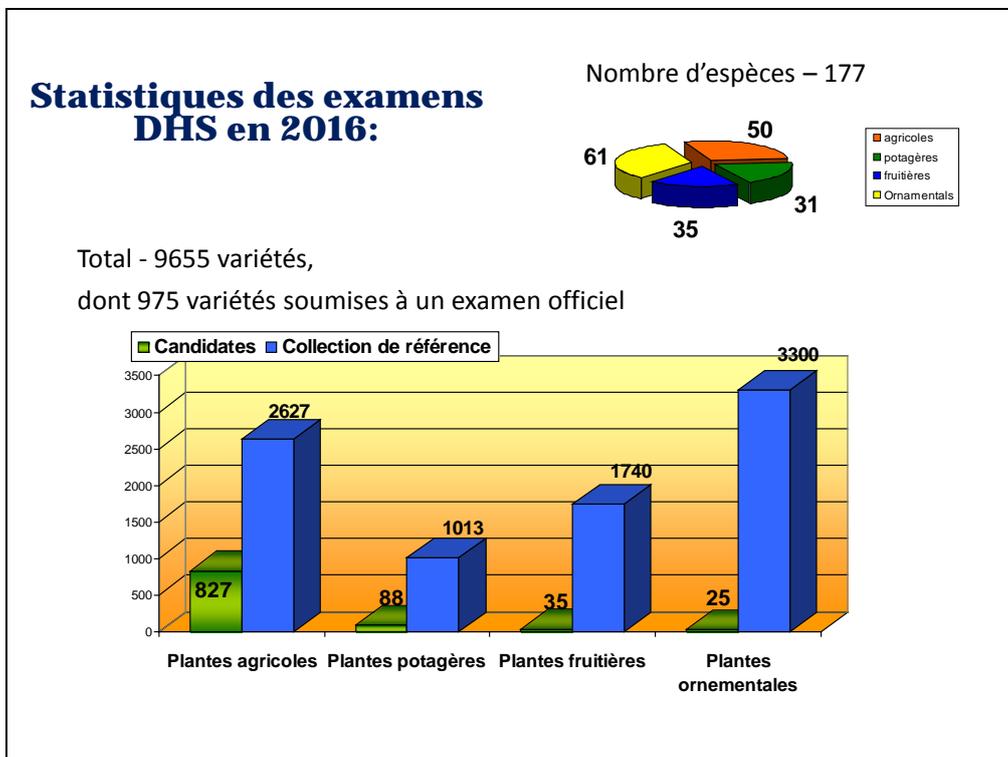
3. et 4. Situation dans les domaines administratif et technique

Le COBORU procède aux essais aux fins de l'examen DHS des variétés dans 13 stations d'essais expérimentales qui sont réparties dans l'ensemble du pays. Dans le cas des variétés fruitières, des essais sont également menés à l'Institut de recherche sur l'horticulture à Skierniewice.

En 2016, 9655 variétés relevant de 177 espèces végétales ont fait l'objet d'un examen (dont 8680 variétés répertoriées dans des collections de référence vivantes et 975 variétés candidates).

Le nombre de variétés ayant fait l'objet d'un examen DHS en Pologne est indiqué dans le graphique ci-dessous.

Nombre de variétés ayant fait l'objet d'un examen DHS en 2016



En 2016, le COBORU a reçu au total 115 demandes de protection nationale du droit d'obtenteur, soit 18 demandes de plus que l'année précédente.

Du 1^{er} janvier au 1^{er} septembre 2017, 80 nouvelles demandes, dont 57 nationales et 23 étrangères, ont été déposées en vue de l'obtention du droit d'obtenteur au niveau national. Ce nombre est inférieur de 14 à celui constaté pendant la période visée par le précédent rapport (94).

En 2016, le COBORU a octroyé 85 titres de protection nationale (24 titres de plus qu'en 2015). À la fin de 2016, 1162 titres nationaux étaient en vigueur, soit une augmentation de 34 variétés (3%) par rapport à l'année précédente.

Du 1^{er} janvier au 1^{er} septembre 2017, 74 titres de protection du droit d'obtenteur ont été octroyés. Au total, 1177 variétés sont protégées en Pologne (au 1^{er} septembre 2017).

On trouvera des statistiques détaillées dans le tableau ci-après.

Dans la colonne intitulée "Titres ayant expiré" ne figure aucune variété pour laquelle – pendant la période considérée – des titres nationaux d'obtenteur ont expiré.

Espèce végétale	Demandes de titre de protection 1.01. – 1.09.2017			Titres de protection délivrés 1.01. – 1.09.2017			Titres ayant expiré	Titres en vigueur au 1.09.2017
	nationales	étrangères	total	nationaux	étrangers	total		
Plantes agricoles	38	1	39	33	1	34	26	644
Plantes potagères	2	-	2	9	4	13	6	214
Plantes ornementales	15	19	34	17	3	20	25	204
Fruits	2	3	5	7	-	7	2	115
Total	57	23	80	66	8	74	59	1 177

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Des représentants de la Pologne participent régulièrement aux sessions des organes de l'UPOV et aux groupes de travail techniques de l'UPOV.

En outre, des représentants de la Pologne participent aux réunions du Comité permanent sur les droits d'obtenteur de la DG SANCO à Bruxelles, ainsi qu'aux réunions du Conseil d'administration de l'OCVV.

Au cours de la période considérée, les cours d'enseignement à distance de l'UPOV ci-après ont été suivis avec succès :

- Introduction au Système de protection des variétés végétales (DL-205) régi par la Convention de l'Union pour la protection des obtentions végétales (UPOV) – par deux examinateurs du COBORU;
- "Administration des droits d'obtenteur" (Partie A du cours DL-305 sur l'examen des demandes de droits d'obtenteur) – par un expert du COBORU;
- "Examen DHS" (Partie B du cours DL-305 sur l'examen des demandes de droits d'obtenteur) – par cinq experts et deux examinateurs du COBORU.

Publications

Tous les deux mois, le COBORU publie la Gazette polonaise pour les droits d'obtenteur et la liste nationale (Diariusz), qui contient des informations détaillées sur les systèmes nationaux de protection du droit d'obtenteur et d'établissement de listes.

La liste des variétés protégées par des droits d'obtenteur au niveau national (y compris les droits provisoires, valable au 30 juin 2017, a été publiée dans le troisième numéro de la Gazette pour les droits d'obtenteur et la liste nationale n° 3 (140)2017.

La Gazette officielle est également publiée sur notre site Internet dans la section *Publications*.

De plus, le COBORU tient à jour et actualise systématiquement un site Internet (www.coboru.pl) contenant des renseignements officiels sur les questions touchant à la protection des obtentions végétales en Pologne.

Pendant la période considérée, le COBORU a participé aux activités de promotion suivantes :

Intitulé de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)
1. Conférence scientifique sur la "Protection de nouvelles solutions dans le domaine de la biotechnologie"	9 décembre 2016	Varsovie (Pologne)	Office polonais des brevets	Le directeur du COBORU a donné deux conférences sur : "Procédure pour l'octroi des droits d'obtenteur par le COBORU", "Aspects juridiques de la coexistence entre les droits d'obtenteur et les inventions liées aux végétaux dans le domaine de la biotechnologie". Il a aussi participé au débat d'experts qui a fait la synthèse de la conférence.	PL – 50

Intitulé de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)
2. Atelier sur les "Systèmes de protection des obtentions végétales et enregistrement des variétés végétales en Pologne dans le cadre de la législation nationale en vigueur"	27 avril 2017	Posen (Pologne)	Chambre polonaise des conseils en brevets	Présentation de l'organisation et des activités du COBORU dans le cadre de l'établissement de listes nationales et de la délivrance de droits d'obtenteur; familiarisation des conseils en brevets avec les systèmes nationaux et communautaires de protection des obtentions végétales	PL – 25
3. Visite des représentants du NEBIH (HU)	4-6 juillet 2017	Pologne, stations d'essais : Słupia Wielka, Bobrowniki	COBORU	Échange de données d'expérience en matière d'examen DHS et inspection des essais du triticale, du seigle, du sarrasin, de la fétuque des prés, de la fétuque élevée, de la betterave sucrière et du lupin	HU – 2 PL – 8
4. Visite du représentant de Naktuinbouw (NL)	2-4 août 2017	Pologne, stations d'essais : Słupia Wielka, Chrzęstowo	COBORU	Présentation de l'organisation et des activités du COBORU; échange de données d'expérience en matière d'examen DHS des plantes ornementales et débat sur les éventuels domaines de coopération	NL – 1 PL – 10
5. Visite du représentant de Naktuinbouw (NL)	29 août 2017	Pologne, station d'essai : Zybyszów	COBORU	Échange de données d'expérience en matière d'examen DHS, débat sur le maintien à jour d'une collection de référence et les essais aux fins de l'établissement de listes descriptives de plantes ornementales et fruitières; présentation de l'activité de la station d'essai Zybyszów	NL – 1 PL – 8

II. AUTRES ÉLÉMENTS NOUVEAUX PRÉSENTANT UN INTÉRÊT POUR L'UPOV

La liste nationale polonaise des variétés de plantes agricoles, la liste nationale polonaise des variétés de plantes potagères et la liste nationale polonaise des variétés de plantes fruitières ont été publiées en avril, mai et juin 2017, respectivement. Ces listes officielles et les listes actualisées de variétés sont également disponibles à l'adresse suivante : www.coboru.pl.

[L'annexe XVI suit]

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des textes d'application

La loi n° 39-XVI du 29.02.2008 sur la protection des obtentions végétales a été modifiée et amendée par la loi n° 101 du 26.05.2016, la principale modification portant sur l'ajout de l'exception facultative au droit d'obteneur conformément à l'article 15.2) de l'Acte de 1991 de la Convention UPOV.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces

En vertu de la loi n° 39-XVI/2008 sur la protection des obtentions végétales, la protection a été étendue aux variétés de tous les genres et espèces botaniques, y compris les hybrides entre genres et espèces.

1.3 Jurisprudence

Il n'existe aucun précédent en matière de protection du droit d'obteneur.

2. Coopération en matière d'examen

Utilisation du rapport DHS existant proposée par :

- GEVES (France), INRA Angers (49), FR.
- Bundessortenamt, Prufstelle Wurzen, DE

3. Situation dans le domaine administratif

Aucun élément nouveau.

Modifications des procédures et du système de protection

Aucun élément nouveau.

Statistiques

Du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 :

- 22 demandes ont été reçues (20 demandes nationales et 2 demandes étrangères), comme indiqué ci-après :

Pomme (*Malus domestica* Borkh.) – 1
Mélisse (*Melissa officinalis* L.) – 1
Maïs (*Zea mays* L.) – 4
Pois (*Pisum sativum* L.) – 1
Tomate (*Solanum lycopersicum* L.) – 4
Triticale (*Triticosecale* Witt.) – 1
Noyer (*Juglans regia* L.) – 8
Blé (*Triticum aestivum* L.) – 2

- 37 brevets d'obtention végétale (33 brevets nationaux et quatre brevets étrangers) ont été octroyés comme indiqué ci-après :

Pomme (*Malus domestica* Borkh.) – 1
Orge (*Hordeum vulgare* L.) – 1
Basilic (*Ocimum basilicum* L.) – 2

Plante à calice (*Silphium perfoliatum* L.) – 1
Phacélie (*Phacelia tanacetifolia* Benth.) – 1
Fenouil (*Foeniculum vulgare* Mill.) – 1
Renouée de Sakhaline (*Polygonum sachalinense* F.Schmidt) – 1
Tomatille (*Physalis ixocarpa* Jack. ex. Nees.) – 1
Hémérocalle (*Hemerocallis x hybrida hort.*) – 2
Maïs (*Zea mays* L.) – 14
Oignon (*Allium cepa* L.) – 1
Pivoine (*Paeonia lactiflora* Pall.) – 2
Sorbier (*Sorbus* L.) – 1
Fraise (*Fragaria* L.) – 2
Poivron, piment (*Capsicum annum* L.) – 1
Topinambour (*Heliathus tuberosus* L.) – 1
Mauve de Virginie (*Sida hermaphrodita* Rusby) – 1
Blé (*Triticum aestivum* L.) – 2
Poire de terre (*Polymnia sonchifolia* Poepp. et Endl.) – 1

- Au 31 décembre 2016, 184 brevets d'obtention végétale étaient en vigueur.

4. Situation dans le domaine technique

Aucun élément nouveau.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Réunions, séminaires

Intitulé de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)
Table ronde sur les "Aspects pratiques du fonctionnement du système national de protection et d'exploitation des obtentions végétales"	15 décembre 2016	Chisinau	Agence d'État pour la propriété intellectuelle de la République de Moldova (AGEPI), Commission d'État pour l'examen des variétés végétales de la République de Moldova (CSTSP)	Diffusion des connaissances et partage des pratiques recommandées en matière de protection des obtentions végétales et d'application des droits d'obtenteur	- AGEPI - CSTSP - Vice-ministère de l'agriculture et de l'industrie alimentaire - Représentants du secteur de la propriété industrielle - Instituts scientifiques - Représentants des entreprises - Obteniteurs

Publications

L'AGEPI tient à jour régulièrement, en anglais, roumain et russe, le site Internet www.agepi.gov.md, où l'on trouve la législation nationale dans le domaine de la protection des obtentions végétales, le formulaire de demande d'un brevet d'obtention végétale ainsi que des informations utiles pour les demandeurs et les obtenteurs.

[L'annexe XVII suit]

PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

Décret ministériel n° 321/2016 portant modification du décret ministériel n° 1348/2005 pour l'approbation des règles concernant les essais et l'enregistrement des plantes agricoles et du décret n° 1349/2005 pour l'approbation des règles concernant les essais et l'enregistrement des plantes potagères.

Ce décret est conforme à la nouvelle directive de l'Union européenne n° 2015/1168/UE du 15 juillet 2015 concernant les essais et l'enregistrement des obtentions végétales.

2. Coopération en matière d'examen

La coopération avec l'UKZUZ (République tchèque) dans le domaine des examens DHS s'est poursuivie, de même que l'échange d'échantillons de semences avec d'autres services de l'Union européenne.

La vente de rapports techniques d'examen (DHS) aux services de l'Union européenne ou d'autres États membres de l'UPOV s'est également poursuivie.

3. Situation dans le domaine administratif

Pas de modifications de la structure administrative ni des procédures et systèmes.

Le centre administratif de notre institut a été rénové. Par ailleurs, le projet de construction de deux serres pour l'examen DHS des plantes potagères a été approuvé.

Les centres ont été équipés de nouvelles machines agricoles et d'un matériel de laboratoire.

4. Situation dans le domaine technique

En 2016, 538 variétés ont été soumises à des essais : 383 espèces de plantes agricoles, 83 de plantes potagères, 52 de plantes fruitières, 14 de plantes vinicoles et 6 de plantes ornementales tandis que 173 variétés étaient inscrites à notre catalogue officiel national, à savoir 129 variétés d'espèces de plantes agricoles, 22 de plantes potagères, 21 d'arbres fruitiers et 1 de vigne.

En outre, concernant les droits d'obtenteur, 34 demandes de protection ont été enregistrées, 26 titres de protection ont été délivrés et 335 titres sont en vigueur.

[L'annexe XVIII suit]

SERBIE

(septembre 2016 – septembre 2017)

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des textes d'application

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces (effectuée ou prévue)

En vertu de la législation nationale en vigueur sur la protection du droit d'obtenteur, la protection s'applique à tous les genres et espèces ("Gazette officielle de la République de Serbie" n^{os} 41/2009 et 88/2011).

2. Coopération en matière d'examen

3. Situation dans le domaine administratif

- Modifications dans la structure administrative

Selon la loi sur les ministères ("Gazette officielle de la République de Serbie" n° 62/2017), depuis le 26 juin 2017, une nouvelle structure institutionnelle existe. Ainsi, la Direction de la protection des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture et de la protection de l'environnement (MAEP) est remplacée en tant que service désigné pour la protection du droit d'obtenteur en République de Serbie par la Direction de la protection des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion de l'eau (MAFWM). En sa qualité de service administratif du MAFWM, la Direction de la protection des obtentions végétales remplit des tâches liées notamment à la protection des plantes contre les organismes nuisibles, à l'autorisation et au contrôle des produits de protection et de nutrition des plantes, à l'enregistrement des variétés végétales, à la protection du droit d'obtenteur, à la sécurité biologique (organismes génétiquement modifiés ou OGM) et aux inspections phytosanitaires. Au sein de la direction, le Groupe chargé de la protection des obtentions végétales et de la prévention des risques biotechnologiques applique les procédures administratives liées aux dispositions de la loi sur la protection des droits d'obtenteur et à l'octroi des droits d'obtenteur, tâches qui sont aussi en rapport avec les OGM.

4. Situation dans le domaine technique

Durant la période de septembre 2016 à septembre 2017, le droit d'obtenteur a été octroyé pour 92 variétés, sur la base des résultats de l'examen de variétés et des propositions de l'organe spécial de la Direction de la protection des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion de l'eau, à savoir le Conseil d'experts pour la protection du droit d'obtenteur.

Le registre des demandes de protection du droit d'obtenteur ainsi que le registre des variétés végétales protégées sont disponibles sur le site Internet de la Direction de la protection des obtentions végétales :

http://www.uzb.minpolj.gov.rs/index.php?option=com_content&view=article&id=61&Itemid=14&lang=en

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)	Observations
Atelier TAIEX sur l'examen des variétés fruitières	6-7 septembre 2016	Serbie	TAIEX et Direction de la protection des obtentions végétales du Ministère serbe de l'agriculture et de la protection de l'environnement	Améliorer les connaissances pratiques concernant les méthodes d'examen utilisées pour les variétés fruitières, plus spécialement le prunus, en particulier la technique d'examen DHS	Direction de la protection des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture et de la protection de l'environnement, Serbie Office national de sécurité de la chaîne alimentaire, Hongrie Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences (GEVES), France Institut national français de la recherche agronomique (INRA)	Atelier destiné à l'échange de pratiques recommandées en matière d'examen des nouvelles variétés fruitières entre les experts des États membres de l'UE et les fonctionnaires de la Direction serbe de la protection des obtentions végétales
Atelier TAIEX sur les droits d'obtenteur	18 et 19 octobre 2016	Serbie	TAIEX et Direction de la protection des obtentions végétales du Ministère serbe de l'agriculture et de la protection de l'environnement	Fournir des informations sur les droits d'obtenteur et un appui aux parties prenantes du secteur des semences concernant les possibilités et la valeur ajoutée pour la production qu'offre le système de protection des droits d'obtenteur, conformément au règlement du Conseil (CE) n° 2100/94.	Direction de la protection des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture et de la protection de l'environnement, Serbie Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) Agencja Nasienna Sp., Pologne Agence autrichienne pour la santé et la sécurité alimentaire (AGES) Centre d'essais et de certification de semences (CREA-SCS), Italie	Les participants ont été informés de l'incidence de la protection des droits d'obtenteur en s'inspirant de l'exemple de membres de l'UE et de l'UPOV ainsi que sur différents aspects des semences de ferme.

II. AUTRES ÉLÉMENTS NOUVEAUX PRÉSENTANT UN INTÉRÊT POUR L'UPOV

Les informations en rapport avec l'enregistrement (approbation) des variétés végétales pour la Liste nationale des variétés végétales de la République de Serbie, sont disponibles sur les pages Internet de la Direction de la protection des obtentions végétales du Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion de l'eau :

www.uzb.minpolj.gov.rs/index.php?lang=en

www.sorte.minpolj.gov.rs

SUISSE

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la loi et des textes d'application

Aucune modification n'a été apportée à la législation sur la protection des obtentions végétales au cours de l'année écoulée.

1.2 Extension de la protection à d'autres genres et espèces

En Suisse, les obtentions de tous les genres et espèces peuvent être protégées.

1.3 Jurisprudence

À notre connaissance, aucune décision de justice n'a été rendue dans le domaine de la protection des obtentions végétales au cours de l'année écoulée.

2. Coopération en matière d'examen

Aucun élément nouveau. Aucun examen n'est effectué en Suisse. Soit les examens sont confiés à l'étranger, soit les rapports d'examen existants sont utilisés.

3. Situation dans le domaine administratif

Aucun élément nouveau.

4. Situation dans le domaine technique

Aucune remarque car aucun examen n'a lieu en Suisse.

II. AUTRES ÉLÉMENTS NOUVEAUX PRÉSENTANT UN INTÉRÊT POUR L'UPOV

- La Suisse cherche à créer un centre d'excellence dans le domaine de la sélection végétale.
- Certaines organisations critiquent les appels lancés dans le cadre des accords de libre-échange pour que les parties contractantes adhèrent à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV ou prennent des mesures équivalentes pour protéger les obtentions végétales.

[L'annexe XX suit]

UKRAINE

I. PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1. Situation dans le domaine législatif

1.1 Modifications de la législation et de l'application des normes juridiques

La loi ukrainienne n° 864-VIII du 08.12.2015, portant "modification de certaines lois ukrainiennes relatives à la mise en conformité de la législation ukrainienne en matière de semences et de plants avec la réglementation et les normes européennes et internationales", est entrée en vigueur le 1^{er} août 2016.

Cette loi portait modification de la loi ukrainienne "sur la protection des droits d'obtenteur" et de la loi ukrainienne "sur les semences et le matériel de plantation".

La loi ukrainienne amendée "sur la protection des droits d'obtenteur" prévoit ce qui suit : la terminologie a été élargie, avec l'introduction de nouveaux concepts : par *lignées parentales*, on entend les composants de la première génération d'hybride (lignée, hybride) utilisés pour sa création; par *autorité compétente*, on entend le pouvoir exécutif central qui assure l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de l'État dans le domaine de la protection des droits d'obtenteur; par *institution spécialisée*, on entend une entreprise, institution ou organisation habilitée par l'autorité compétente à utiliser certains pouvoirs dans le domaine de la protection des droits d'obtenteur conformément à la loi ukrainienne.

Les pouvoirs suivants ont notamment été conférés à l'autorité compétente :

- assurer l'organisation de l'acceptation des demandes de protection d'une obtention végétale, procéder à l'examen et se prononcer sur les demandes en question;
- délivrer des brevets sur les obtentions végétales, des certificats attestant des droits de créateur sur les obtentions végétales et des certificats d'enregistrement par l'État des obtentions végétales;
- assurer la tenue à jour du Registre des demandes, du Registre des brevets et du Registre des obtentions végétales de l'Ukraine.

L'examen de la demande consiste en un examen quant à la forme (qui porte sur les caractéristiques formelles) et un examen quant au fond (examen technique). Ce dernier permet de déterminer la nouveauté de la variété, sa conformité avec les critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (DHS).

La loi prévoit également un examen des variétés dont la dissémination est autorisée. L'autorité compétente établit ainsi la liste des genres et espèces dont les variétés sont soumises à un examen déterminant si elles peuvent être diffusées. Pour ce qui est des variétés et espèces qui ne figurent pas sur la liste susmentionnée, la décision est prise sur la base des informations fournies par le déposant.

Toutefois, la dissémination en Ukraine des variétés qui ne figurent pas dans le Registre des obtentions végétales de l'Ukraine est interdite, sauf indication contraire de la loi.

La loi ukrainienne amendée "sur les semences et le matériel de plantation" prévoit ce qui suit.

La notion de *Registre d'État des producteurs de semences et de plants* est définie comme étant une liste de producteurs de semences et de plants qui produisent des semences ou des plants en vue de leur diffusion conformément aux dispositions de la présente loi; la *Certification des semences et du matériel de plantation* est un ensemble de mesures visant à déterminer la qualité des variétés et des cultures de semences ainsi que la qualité des variétés et des matières premières du matériel de plantation en vue d'attester de la conformité avec les exigences de la législation en matière de semences et de plants; un *auditeur de certification (inspecteur-agronome)* désigne un individu qui a reçu un certificat d'auditeur de certification (inspecteur-agronome) et est inscrit au Registre des auditeurs de certification (inspecteurs agronomes).

Afin de réduire les coûts des producteurs de semences et de plants, il est prévu de reconnaître un certificat de semences de l'Association internationale d'essais de semences (ISTA) et un certificat de semences de

l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en Ukraine, l'adhésion du pays au système de semences rendant une nouvelle certification (certification supplémentaire) en Ukraine inutile.

De plus, la procédure et les conditions de délivrance de l'attestation d'importation en Ukraine et d'exportation de semences et d'échantillons de matériel de plantation ont été indiquées. Le mécanisme visant à établir la responsabilité en cas de manquements constatés sur le marché des semences et des plants a été précisé. Cela contribuera à éviter l'apparition et la diffusion de semences et de matériel de plantation de faible qualité et pouvant être dangereux.

Points 1.2, 1.3 – aucune modification apportée.

2. Coopération en matière d'examen

L'Ukraine a échangé des informations sur les résultats des essais DHS menés sur le terrain en 2016 pour les taxons botaniques. L'Ukraine a utilisé les rapports d'examen DHS établis par la Bulgarie, l'Espagne, la Fédération de Russie, la France, la Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie et l'Office communautaire des variétés végétales (OCVV) et a fourni des rapports à la Fédération de Russie et à la Turquie.

L'Ukraine a une expérience pratique en matière d'examen DHS et procède à ce type d'examen en ce qui concerne 41 espèces. Le nombre d'espèces a diminué par rapport à 2015.

3. Situation dans le domaine administratif

Autorité nationale : Ministère ukrainien de la politique agricole et de l'alimentation.

Autorité compétente pour statuer : Ministère ukrainien de la politique agricole et de l'alimentation.

4. Situation dans le domaine technique

En 2015, deux principes directeurs d'examen ont été établis à l'échelle nationale pour les espèces suivantes : *Physalis pubescens* L.; *Paeonia delavayi* Franch.; *Paeonia jishanensis* T. Hong & W. Z. Zhao; *Paeonia ludlowii* (Stern & Taylor) D. Y. Hong; *Paeonia ostii* T. Hong & J. X. Zhang; *Paeonia qiui* Y. L. Pei & D. Y. Hong; *Paeonia rockii* (S. G. Haw & Lauener) T. Hong & J. J. Li ex D. Y. Hong; *Paeonia suffruticosa* Andrews.

5. Activités de promotion de la protection des obtentions végétales

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)
Étude et protection des obtentions végétales Print ISSN 2518-1017 Online ISSN 2518-7457 N ^{os} 1 (30), 2 (31), 3 (32), 4 (33) 2016. http://journal.sops.gov.ua/	Trimestriel	Kiev (Ukraine)	Institut ukrainien chargé de l'examen des obtentions végétales Institut de sélection végétale et de phytogénétique – Centre national pour l'étude des semences et des cultivars de l'Académie nationale des sciences agricoles (NAAS), Institut de physiologie végétale et de phytogénétique, Académie nationale des sciences d'Ukraine	Publications concernant l'étude des variétés végétales et les sciences, la phytogénétique, la sélection et la production des semences, la physiologie végétale, la biotechnologie et la biosécurité, la production de variétés, la commercialisation des variétés, la protection des obtentions végétales, la coopération internationale, les systèmes et technologies de l'information, le point de vue des jeunes scientifiques, l'histoire des sciences, les commémorations	Fédération de Russie, Italie, Mexique, Ukraine

Titre de l'activité	Date	Lieu	Organisateur(s)	But de l'activité	Pays/organisations participants (nombre de participants de chacun d'eux)
Bulletin "Protection des obtentions végétales", n° 1, n° 2, n° 3, n° 4, 2016.	Trimestriel	Kiev (Ukraine)	Institut ukrainien chargé de l'examen des obtentions végétales	Bulletin publié conformément à la législation ukrainienne en matière de protection des obtentions végétales en vue de fournir des informations officielles concernant les droits relatifs aux obtentions végétales et satisfaisant aux obligations découlant de l'adhésion de l'Ukraine à l'UPOV.	Ukraine
Conférence internationale sur la recherche appliquée intitulée "Diversité génétique et variétale des plantes visant à améliorer la qualité de vie des humains", organisée dans le cadre du vingt-cinquième anniversaire de la Banque nationale de ressources génétiques de l'Ukraine	4 – 7 juillet 2016	Kiev (Ukraine)	Institut de production végétale nd. a. V. Ya. Yuryev de l'Académie nationale des sciences agricoles (NAAS) Institut ukrainien chargé de l'examen des obtentions végétales	Étude des enjeux actuels en rapport avec les ressources génétiques et végétales dans le monde	Azerbaïdjan, Bélarus, Fédération de Russie, Kazakhstan, Ukraine (115 participants)
Deuxième Conférence internationale sur la recherche appliquée intitulée "Ressources végétales dans le monde : situation actuelle et perspectives de développement"	3 novembre 2016	Kiev (Ukraine)	Institut ukrainien chargé de l'examen des obtentions végétales	Étude de questions théoriques et pratiques en rapport avec les ressources végétales dans le monde. Analyse des enjeux actuels de la protection des obtentions végétales et des aspects historiques en la matière et analyse de la question des compétences en matière de sélection et de la question de la commercialisation des variétés végétales.	Bélarus, Fédération de Russie, République de Moldova, Ukraine (216 participants)

II. DOMAINES D'ACTIVITÉ CONNEXES PRÉSENTANT UN INTÉRÊT POUR L'UPOV

Les données statistiques relatives à la protection des obtentions végétales en Ukraine de 2001 à 2016 ont été envoyées par courrier électronique à l'UPOV avec le présent rapport.

[Fin de l'annexe XX et du document]